

# Informations économiques d'Afrique de l'ouest anglophone

Semaine 12, du 19 au 25 mars 2018

- **Actualité régionale : 44 pays africains signataires de l'accord sur la zone de libre-échange continentale, abstention du Nigéria et de la Sierra Leone ;**
- **Nigéria : vers une adoption du budget pour l'année 2018 le 24 avril ? ; augmentation de la dette publique de plus de 25% en 2017, en partie imputable aux émissions d'Eurobonds ; poursuite des engagements de la SFI dans le secteur agricole avec un soutien de 2 M USD au bénéfice de l'élevage ; secteur de l'eau potable : démarrage d'un projet d'approvisionnement dans l'Etat de Jigawa et nouvel appel à investissements dans l'Etat de Lagos ;**
- **Ghana : l'inflation au mois de février à 10,6% ; Unibank insolvable : la Banque centrale met l'établissement sous tutelle ;**
- **Libéria : Coupes budgétaires et demande de financements externes supplémentaires dans le cadre de la demande de révision du budget de l'Etat.**

## Actualité régionale

### **44 pays africains signataires de l'accord sur la zone de libre-échange continentale, abstention du Nigéria et de la Sierra Leone.**

Dans le cadre du Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu cette semaine à Kigali, [44 pays ont signé l'accord sur la création d'une zone de libre-échange continentale](#). Suite à l'annulation de la venue du Président Buhari, [le Nigéria s'est abstenu, arguant vouloir poursuivre les consultations avec les opérateurs privés localement](#). [La Sierra Leone aux côtés de l'Afrique du Sud](#), de l'Erythrée, du Burundi et de la Namibie, s'est également abstenue ; le pays est en plein entre-deux-tours de son élection présidentielle. A présent, [22 ratifications sont nécessaires pour une entrée en vigueur de la zone de libre-échange](#) attendue pour janvier 2019. Le prochain sommet de l'Union africaine se tiendra à Nouakchott en juillet prochain.

## Nigéria

### **Vers une adoption du budget pour l'année 2018 le 24 avril ?**

[Le projet de budget 2018 devrait être examiné par le Parlement le 24 avril](#). Pour rappel, les autorités s'étaient fixé comme objectif une mise en œuvre du budget pour l'année 2018 à compter du 1<sup>er</sup> janvier. En 2016 et 2017, les lois de finances avaient également été adoptées tardivement en fin de premier semestre. Pour 2018, le budget devrait s'établir à 8,6 Bn NGN et repose sur les hypothèses d'une croissance du PIB de 3,5%, d'une production pétrolière de 2,3 M b/j et d'un prix de 45 USD/b. A l'instar des budgets de 2016 et 2017, celui de 2018 présente une orientation volontariste avec l'affectation de plus d'un quart de l'enveloppe aux dépenses d'investissements. Outre l'adoption du budget, [le Sénat est également attendu sur la nomination des nouveaux membres du Comité de politique monétaire](#), qui ne s'est toujours pas réuni en 2018. [Le Gouverneur de la Banque centrale espère tenir la première réunion de l'année les 3-4 avril prochain](#). Pour rappel, les autorités maintiennent leur politique monétaire inchangée depuis juillet 2016 avec un taux directeur à 14%.

### **Augmentation de la dette publique de plus de 25% en 2017, en partie imputable aux émissions d'Eurobonds.**

D'après le bureau de gestion de la dette (DMO), [fin décembre 2017, le stock de la dette publique a progressé de 25,1% en glissement annuel](#), à 21,7 Bn NGN soit 71 Mds USD. [La dette externe a progressé de 65,8% en g.a. à 18,9 Mds USD, constituant près de 30% de la dette publique totale](#). Cette forte augmentation est due notamment aux récentes émissions d'Eurobonds qui sont passées de 1,5 Md USD fin décembre 2016 à 6,3 Mds USD fin décembre 2017, en progression donc de 320% et représentant à présent 1/3 de la dette externe. La dette multilatérale a également cru mais dans une moindre mesure de 28,2% en g.a., constituée à près de 80% d'engagements envers la Banque mondiale (8 Mds USD) et à quasiment 20% de la Banque africaine de développement (2 Mds USD). La dette bilatérale, qui représente 12,5% de la dette publique externe du pays, a augmenté de 23,7%, à 2,4 Mds USD, composées à plus de 85%

de créances envers l'Exim Bank chinoise (1,9 Md USD). La France maintient son rang de 2<sup>ème</sup> créancier bilatéral à travers les activités de l'AFD (275 M USD).

### **Poursuite des engagements de la SFI dans le secteur agricole avec un soutien de 2 M USD au bénéfice de l'élevage.**

[La Société financière internationale \(SFI\), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a signé un accord de coopération de 2 M USD](#) avec le gouvernement fédéral pour la mise en place de réformes réglementaires et institutionnelles dans l'élevage, devant entre autres renforcer la compétitivité des filières laitières et volailles. La SFI, qui a érigé l'agro-industrie au rang de priorité de son action au Nigéria, n'en est pas à sa première intervention dans le secteur : à titre indicatif, [en 2013, l'organisation a accordé à Indorama un prêt de 225 M USD pour le financement d'une usine d'engrais](#) par conversion de gaz en urée à Port Harcourt, [un investissement complété à plus de 70 M USD pour le développement d'un terminal](#) destiné à l'exportation du produit fini ; en 2016, [le groupe Olam a bénéficié d'un prêt de 175 M USD](#) pour le financement de 4 opérations en Inde et au Nigéria pour des unités de production de farine et de sésame.

### **L'agro-industrie à l'honneur à l'occasion de deux événements dans les Etats d'Ogun et de Lagos.**

[Les 20 et 21 mars se tenait à Abeokuta \(sud-ouest\), le « Ogun State Investor's Forum 2018 » avec une triple thématique sur l'agriculture, la technologie et l'industrie.](#) L'événement s'est déroulé en présence de Yemi Osinbajo, vice-Président de la République Fédérale du Nigéria, Felipe Calderon, ex-Président du Mexique (2006-2012), de Kemi Adeosun, ministre des Finances, de Audu Ogbeh, ministre de l'Agriculture, de Ibikunle Amosun, gouverneur de l'Etat d'Ogun, de Peju Adebajo, Commissaire à l'Agriculture de l'Etat d'Ogun. De grands groupes agroindustriels ont également participé à forum parmi lesquels Nestlé, Flour Mills ou encore Stallion Group. Par ailleurs, [du 27 au 29 mars se tiendra à Lagos la quatrième édition du salon « Agrofood & Plastprintpack Nigeria »](#) avec notamment un pavillon français composé d'une délégation d'une quinzaine d'entreprises françaises menée par l'ADEPTA (Association pour le Développement des Echanges internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaire).

### **Secteur de l'eau potable : démarrage d'un projet d'approvisionnement dans l'Etat de Jigawa et nouvel appel à investissements dans l'Etat de Lagos.**

Le gouvernement fédéral a lancé [la construction d'un projet d'approvisionnement en eau, d'une valeur de 3,7 Mds NGN, dans la zone de gouvernement local de Kazaure](#), dans l'Etat de Jigawa (nord-ouest). Le projet, qui sera construit par MM CGC Nigeria Limited sur 24 mois, fournira 10 000 m<sup>3</sup> d'eau aux 15 000 personnes de la ville. Autre information du secteur, dans une interview avec Business Day, Deji Johnson, directeur des opérations de Lagos Water Corporation (LWC), a affirmé que [l'entreprise était à la recherche de partenaires du secteur privé pouvant apporter des financements ainsi qu'une expertise technique dans la construction d'installations d'eau](#). Pour rappel, LWC a planifié 2,5 Mds USD d'investissements sur la période 2010-2020, dont 1,7 Md USD pour la période 2017-2020, dans son [Master Plan sectoriel visant à porter la capacité de production d'eau de l'Etat à 745 millions de gallons par jour d'ici 2020](#) (contre 210 M de gallons par jour estimés en 2010 au moment de l'élaboration du plan). D'après le PNUD, en 2015, 67% des ménages nigériens avaient un accès à des sources protégées d'eau potable et 47% à des infrastructures d'assainissement amélioré. Autre information environnementale, dans le domaine du traitement des déchets, [le gouverneur de Lagos, Akinwunmi Ambode, a approuvé la fermeture de la décharge d'Olusosun, le plus gros site de Lagos, suite aux incendies qui y ont eu lieu.](#)

## **Ghana**

### **L'inflation au mois de février à 10,6%.**

[L'inflation aurait augmenté de 20 pdb pour atteindre 10,6% en février, après une diminution de 150pdb entre décembre-janvier.](#) Elle reculerait de 120 pdb sur les trois derniers mois. L'inflation devrait continuer de diminuer en mars, suite à la baisse des tarifs de l'électricité, comprise entre 10 et 30%, approuvée par la commission en charge des tarifs d'utilité publique (Public Utilities Regulatory Commission, PURC). Pour rappel, la Banque centrale ghanéenne s'est fixé un objectif d'inflation compris entre 8% et 10% en 2018 et devrait décider de nouvelles réductions de son taux directeur si la trajectoire désinflationniste de l'économie se maintient.

### **Unibank insolvable : la Banque centrale met l'établissement sous tutelle.**

[La Banque centrale ghanéenne \(BoG\) a annoncé la mise sous tutelle d'Unibank, la sixième banque du Ghana \(1,3 Mds GHC d'actifs sous gestion soit moins d'1% du PIB ghanéen\),](#) suite à la découverte de manquements aux ratios de liquidité et de capitalisation fixés par le régulateur. Insolvable, Unibank a été placée sous l'administration de KPMG. Le cabinet d'audit a été chargé par la BoG de rétablir la viabilité financière de l'établissement et d'assurer sa conformité

avec la réglementation bancaire en vigueur sous un délai de 36 mois. Sur les 35 banques actives au Ghana, 8 d’entre elles connaîtraient actuellement une situation similaire à celle d’Unibank et seraient sous la surveillance étroite de la BoG.

## Sierra Leone

### **Un premier tour de l’élection présidentielle salué par l’Union européenne, la CEDEAO et l’Union africaine.**

Le parti arrivé en troisième position à l’élection présidentielle, le NGC via son candidat, [Kandeh Yumkella, a annoncé le 21 mars qu’il ne donnerait pas de consigne de vote pour le second tour](#), prévu pour le 27 mars. Pour rappel, lors du premier tour, le 7 mars, le candidat principal du parti d’opposition SLPP, Julius Maada Bio, est arrivée en tête avec 43,3% des suffrages, légèrement devant celui du parti APC (au pouvoir), Samura Kamara, avec 42,7% des voix. Le NGC était loin derrière avec seulement 6,9% des suffrages. Les observateurs électoraux de [l’Union européen \(UE\)](#), de [l’Union africain \(UA\)](#) et de la [Communauté Economique des États de l’Afrique de l’Ouest \(CEDEAO\)](#) ont tous salué les efforts de toutes les parties prenantes électorales pour tenir des élections générales transparentes et crédibles. Les observateurs ont appelé au maintien du calme pour le 2<sup>nd</sup> tour.

## Libéria

### **Fin de la mission du FMI au titre de l’Article IV : une reprise économique attendue ainsi que plus de soutien en faveur des plus démunis.**

Le Libéria semble enfin sur le chemin de la reprise après avoir traversé une période économique difficile en raison du double choc exogène de l’épidémie d’Ebola et de la chute des cours des matières premières. Ainsi, [après avoir enregistré une contraction de son PIB en 2016 \(-1,6%\), le pays s’est nouvellement inscrit sur un sentier de croissance positive en 2017 \(+2,5%\)](#). L’équipe du FMI souligne que depuis janvier 2017, le dollar libérien s’est déprécié de 28%, alimentant les pressions inflationnistes qui semblent à présent se stabiliser autour de 14%. Par ailleurs, les pressions sur le change ont grevé le niveau des réserves de change qui ont diminué pour atteindre 2,8 mois d’importations de biens et services. Parmi les principaux enjeux relevés par l’institution, (i) les marges d’endettement du pays limitées compte tenu du risque de surendettement qui à ce stade se maintient modéré ; (ii) la faiblesse des revenus générés en interne ; (iii) la tendance baissière de l’aide internationale qui s’était fortement accrue dans le cadre de la lutte contre l’épidémie d’Ebola. [L’équipe du FMI soutient le programme « pro-poor » de l’administration Weah](#) et encourage les autorités à poursuivre les efforts en termes d’attractivité des investissements, notamment.

### **Coupes budgétaires et demande de financements externes supplémentaires dans le cadre de la demande de révision du budget de l’Etat.**

Le budget pour l’année fiscale juin 2017-juin 2018 prévoyait une enveloppe de 563,5 M USD, en recul de 6,1% par rapport à l’année fiscale précédente. Compte tenu des projections actuelles en termes de mobilisation des recettes et du niveau d’exécution budgétaire, à niveau de dépenses identique, le pays enregistrerait un déficit de 83,7 M USD contre un budget à l’équilibre initialement prévu, compte tenu des dons externes. Les autorités ont donc décidé de procéder à une révision prévoyant : (i) une augmentation des recettes extérieures et (ii) quelques coupes budgétaires ainsi qu’un rebasculé sectoriel des dépenses. [Le nouveau budget serait ainsi de 536,2 M USD dont 57% dédié à la seule rémunération des fonctionnaires](#). Par ailleurs, une enveloppe de 11,4 M USD est prévue pour les projets « pro-poor » (avec entre autres, le paiement de certains frais de scolarité, la construction de la route de Sanniquellie – Loguatu, la maintenance des routes, le programme humanitaire de la première Dame, etc.). Dans cette proposition de budget, quasiment tous les secteurs voient leur enveloppe diminuer hormis l’administration publique qui absorbe ainsi 35% du budget ; la sécurité et l’état de droit deviennent le 2<sup>ème</sup> poste budgétaire avec 16% de l’enveloppe (pour rappel, la MINUL quittera le pays ce mois-ci), suivis de l’éducation et de la santé à respectivement 14,7% et 13,5% du budget.

**Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

---